

Justice pour mineurs

Научный руководитель – Великанова Марина Владленовна

Каримова Софья Виленовна

Студент (бакалавр)

Всероссийская академия внешней торговли Министерства экономического развития
Российской Федерации, Москва, Россия
E-mail: sofya99.99@mail.ru

Mineurs - C'est la catégorie des personnes qui exigent la protection la plus stricte, car les enfants sont notre avenir. Le problème de la justice pour mineurs est grave et nécessite une réglementation appropriée. Les causes des crimes commis par des mineurs sont souvent sociales: par exemple, orphelins, manque d'attention portée aux parents, pauvreté, impact d'une mauvaise entreprise.

Le système judiciaire doit assurer le respect et la mise en œuvre effective de tous les droits de l'enfant au plus haut niveau.

Cette justice doit être adaptée à l'enfant et doit être basée sur son respect.

Les droits des enfants doivent être protégés de la discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion, l'ethnie et d'autres caractéristiques. Je pense que les enfants devraient avoir leur propre influence dans la société, qu'ils devraient être pris au sérieux, qu'ils devraient participer à la société et que les parents ou les représentants légaux des enfants devraient les aider à cet égard.

La justice pour mineurs est une justice qui s'applique aux personnes de moins de 18 ans qui enfreignent la loi. Je pense qu'une catégorie spéciale de participants au processus devrait travailler avec les mineurs, ce qui devrait tenir compte de l'âge de l'enfant et des raisons pour lesquelles il s'engage à adopter un comportement approprié. Vous devez également faire attention à la prévention de la commission de crimes par des mineurs. Les médias, l'éducation, les cours dans les écoles et les jardins d'enfants, les activités d'organisations visant à améliorer la vie des mineurs peuvent nous aider à cet égard. Par exemple, vous pouvez créer un projet dont l'objectif principal sera de sensibiliser davantage les mineurs à la justice. On dira aux enfants que le vol à l'étalage est grave et que vous ne pouvez pas le faire. Lors de la détermination de la peine, la santé de l'enfant et ses souhaits doivent être pris en compte. L'un des principaux objectifs est d'empêcher que le crime ne commette à nouveau un crime. Pour étudier ce problème, nous devons étudier plusieurs réglementations: La déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948, La convention Européenne des droits de l'homme de 1950 La Convention de sauvegarde, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, La Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant (1989), Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (principes directeurs de Riyad), 1990, Règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (règles de Beijing), 1985, Règles de l'ONU relatives à la protection des mineurs privés de liberté, 1990 (règles de la Havane), Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté, 1990 (règles de Tokyo), Convention européenne des droits de l'enfant, 1996, Principes directeurs concernant l'action en faveur des enfants dans le système de justice pénale, 1997, Principes fondamentaux de l'ONU sur l'utilisation des programmes de justice réparatrice en matière pénale, 2002.

En Russie, un projet de loi fédérale sur les fondements du système de justice pour mineurs a été élaboré à partir du 14.02.05. La procédure d'introduction dans le système judiciaire de la Fédération de Russie des tribunaux pour mineurs est déterminée par la loi constitutionnelle fédérale «sur les tribunaux pour mineurs dans la Fédération de Russie» et comment le projet

de loi a été proposé par des organisations publiques. Le concept de tribunal pour Mineurs de Rostov-sur-le-don (composition judiciaire spéciale pour les mineurs des tribunaux de District de la ville) a été développé. Mais la Douma d'Etat a recommandé de rejeter le projet de loi sur les tribunaux pour mineurs dans la Fédération de Russie.

Список литературы:

- 1) Малкова В.Д. Ювенальное право, 2005г
- 2) Меркушев А.Е. Практика рассмотрения уголовных дел в отношении несовершеннолетних 2000г
- 3) Конвенция о правах ребёнка 1989(Convention relative aux droits de l'enfant)
- 4) <https://www.unicef.org/eca/ru>